



Assemblée générale

Distr. limitée
3 décembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Cinquième Commission

Point 132 de l'ordre du jour

Financement du Tribunal pénal international

chargé de juger les personnes accusées

de violations graves du droit international humanitaire

commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

**Projet de résolution présenté par le Président
à l'issue de consultations officielles**

Deuxième rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2002-2003

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le deuxième rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2002-2003 du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹, et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant sa résolution 47/235 du 14 septembre 1993 relative au financement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et ses résolutions ultérieures sur la question, dont les plus récentes sont les résolutions 56/247 A du 24 décembre 2001, 56/247 B du 27 mars 2002 et 57/288 du 20 décembre 2002,

1. *Prend note* du deuxième rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2002-2003 du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹, et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²;

¹ A/58/593.

² A/58/605.



2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²;

3. *S'inquiète* du retard avec lequel a été présenté le deuxième rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du Tribunal pour l'exercice biennal 2002-2003, compte tenu de la nature de ce rapport et de la période qu'il couvre;

4. *Décide* d'apporter au montant brut de 262 653 700 dollars (montant net : 235 955 000 dollars) qu'elle a approuvé dans sa résolution 57/288 du 20 décembre 2002 au titre du budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2002-2003 un ajustement d'un montant brut de 25 668 500 dollars (montant net : 18 803 200 dollars), ce qui porte le montant brut total à 288 322 200 dollars (montant net : 254 603 800 dollars).
